

Aéronautique: promis par Berlusconi, le sauvetage d'Alitalia s'annonce épineux

MILAN (Italie) (AFP) - Silvio Berlusconi a assuré vendredi disposer des fonds nécessaires pour relancer Alitalia mais la mise en oeuvre du plan de sauvetage commandé à la banque Intesa Sanpaolo s'annonce épineuse sur les volets social et financier.



Un avion d'Alitalia sur le tarmac de l'aéroport de Rome, en avril 2008 (© AFP/Archives - Christophe Simon)

"Deux choses sont sûres: nous avons les capitaux nécessaires et nous avons le slogan: +j'aime l'Italie, je vole Alitalia+", a déclaré le chef du gouvernement à l'issue d'un Conseil des ministres. "C'est un bon début", a-t-il estimé.

Le mandat de 60 jours conféré par le gouvernement à Intesa Sanpaolo pour élaborer un projet de relance s'achève début août et les grandes lignes qui ont filtré dans la presse italienne sont loin de lever toutes les incertitudes sur la survie d'Alitalia.

Un conseil d'administration de la compagnie se tiendra samedi et pourrait se livrer à un premier examen du plan, a indiqué une source proche du dossier confirmant des informations de presse.

Le projet prévoit de scinder la compagnie en deux pour permettre la création d'une nouvelle société intégrant les activités rentables tandis qu'une autre "lestée" des dettes et des activités sans avenir serait mise en faillite.

La nouvelle Alitalia assainie intégrerait sa rivale italienne Air One pour créer un "champion national" fort d'une part de marché d'environ 65% en Italie, selon la presse italienne.

Alors qu'Alitalia survit grâce à une injection de 300 millions d'euros d'argent public décidée en urgence fin avril après l'échec des négociations avec Air France-KLM, le consortium d'investisseurs italiens, dont les noms ne sont toujours pas connus officiellement, poserait ses conditions.

M. Berlusconi, en pleine campagne électorale au printemps, avait dénoncé le plan d'Air France-KLM et promis une solution nationale pour sauver la compagnie qui perd 2 à 3 millions d'euros par jour.

Il a déjà assuré à plusieurs reprises avoir les capitaux nécessaires.

Pour relancer Alitalia, Rome chercherait au moins 800 millions d'euros tandis qu'Air France-KLM avait prévu d'investir au minimum 1 milliard d'euros.

Cependant, selon le quotidien la Stampa citant un document d'Intesa, les grands noms du monde des affaires veulent s'assurer qu'ils n'auront pas à rembourser les créanciers d'Alitalia avant de verser un centime.

Or, cette condition va obliger le gouvernement à un changement de législation sur les faillites qui pourrait être dénoncé par l'Union européenne et contesté en justice par les créanciers.

Les noms plus cités pour mettre la main au portefeuille sont les familles Benetton et Gavio, qui ont récemment obtenu du gouvernement des hausses de tarifs pour les concessions d'autoroutes dont ils sont actionnaires.

L'autre grand point d'interrogation concerne les suppressions d'emplois car les syndicats, qui avaient refusé le projet d'Air France-KLM, sont prêts à relancer la mobilisation.

Air France-KLM prévoyait 2.120 suppressions d'emplois et s'engageait à fournir des commandes pendant cinq ans aux quelque 3.000 personnes qui seraient restées dans les services de maintenance lourde.

Les indiscrétions qui ont filtré sur le plan Intesa Sanpaolo évoquent des sacrifices plus lourds, allant de 4.000 à 7.000 suppressions de postes.

Le président du syndicat des pilotes Anpac, Fabio Berti, a déjà prévenu qu'une cession de l'activité cargo serait difficilement acceptable.

Alitalia emploie 11.100 personnes pour l'activité de transport aérien, tandis que 8.300 autres travaillent dans les services de maintenance renommés AZ Servizi, société chapeauté par une holding publique.